

DÉCLARATION DU CONGRÈS DE CARIACO

Cariaco, 1817

Traduit et présenté par **Frédéric Spillemaeker**

Pour accéder à une version originale du document

Biblioteca virtual Miguel de Cervantes

[Acta del Congreso de Cariaco de 1817](#)

Pour citer ce document

Déclaration du Congrès de Cariaco, [Cariaco, 1817], traduit et présenté par Frédéric Spillemaeker, dans Olivier Christin et Alexandre Frondizi (dir.), *Bibliothèque numérique du projet Républicanismes méridionaux*, UniNe/FNS, 6 février 2022, Url : <https://unine.ch/republicanism/home/bibnum/29.html>

PRÉSENTATION

En mai 1817, le Congrès de Cariaco (petite ville de l'est du Venezuela) proclamait le rétablissement de la [Constitution des États-Unis du Venezuela de 1811](#). Malgré les défaites et les exils qui avaient suivi la première [déclaration d'indépendance du Venezuela du 5 juillet 1811](#), les indépendantistes hispano-américains poursuivaient une lutte qui passait par la prise d'armes contre l'empire espagnol, mais aussi par la recherche d'une reconnaissance internationale. Seul le président de la République d'Haïti Alexandre Pétion leur avait jusqu'alors offert un soutien significatif, et leur avait permis de se réorganiser et d'entreprendre une nouvelle offensive en direction des côtes vénézuéliennes. [Simón Bolívar](#) avait été élu chef suprême de la République par une assemblée d'officiers néo-grenadins et vénézuéliens établis en Haïti en février 1816, et ces pouvoirs avaient été confirmés lors de la prise de l'île de Margarita en mai. Cependant, dans les mois suivants, les opérations militaires de Simón Bolívar avaient souvent été mises en échec, alors même que celles conduites par d'autres généraux patriotes, comme [Santiago Mariño](#) ou [Manuel Piar](#), avaient été couronnées de succès.

C'est dans ce contexte qu'à l'initiative du prêtre [José Cortès de Madariaga](#), l'assemblée réunie à Cariaco décidait de rétablir la constitution vénézuélienne de 1811, qui n'avait plus été appliquée depuis la défaite subie par les indépendantistes vénézuéliens en 1812. Les patriotes rétablissaient un ordre légal en plein milieu de la guerre, mais en l'absence de Simón Bolívar, leur principal général. Un autre militaire, le général Santiago Mariño apparaissait comme le restaurateur de la République. Ce texte était-il la simple manifestation de rivalités entre généraux ? Ou était-il l'expression d'une tendance particulière du républicanisme hispano-américain, favorable à l'établissement d'une confédération ?

Le Congrès de Cariaco, longtemps négligé par une historiographie qui voulait uniquement y voir une manifestation d'hostilité à Simón Bolívar est aujourd'hui étudié à nouveau frais comme le soulignent Jaime Rodríguez ou Rafael Arraíz Lucca. Les remarques dépréciatives à l'égard du Congrès se trouvent dans les écrits de l'homme politique indépendantiste et historien [José Manuel Restrepo](#) selon lequel « [Mariño, ambitieux et inconséquent se prêtait à une imitation ridicule de congrès vénézuélien](#) » inspiré par les « idées extravagantes de José Cortès Madariaga ». José Luis Salcedo-Bastardo écrit également dans le [Diccionario de Historia de Venezuela](#) que « [le véritable objectif des organisateurs du Congrès était de méconnaître Bolívar](#) ». Il est vrai qu'était proclamé un gouvernement confédéral que Simón Bolívar fustigeait en 1812 dans sa célèbre [Lettre de Jamaïque](#) en 1815. Aussi, selon [Baltazar Vallenilla Lanz](#), le Congrès était porteur d'un projet politique particulier : celui de la Confédération, concurrent du projet centraliste de Bolívar. En 1817, alors même que la plus grande partie de l'Amérique

hispanique était encore loyale à la Couronne, une question décisive se posait aux indépendantistes : dans quelle mesure la guerre était-elle compatible avec l'application d'un ordre constitutionnel et la division des pouvoirs ?

Le principal instigateur politique du Congrès de Cariaco était José Cortés de Madariaga, un prêtre originaire du Chili, engagé dans le processus révolutionnaire vénézuélien depuis 1810, et qui a constamment réfléchi à l'organisation des pouvoirs dans la République en guerre. Il est intéressant de remarquer son évolution. En juin 1812, face à l'avancée des troupes royalistes sur Caracas, il avait défendu la suspension de la constitution et la mise en place de pouvoirs d'exception. Il écrivait au généralissime de la République [Francisco de Miranda](#) « qu'il est indispensable qu'il n'y ait à cette heure aucune autre autorité que la vôtre » (5 juin 1812) et s'opposait à d'autres indépendantistes sur ce sujet. Autrement dit, la justification républicaine de l'exception au nom du « *Salus populi suprema lex* » n'était pas étrangère à la pensée politique de Madariaga. Cependant en 1817 il considérait que les pouvoirs d'exception de Simón Bolívar n'avaient que trop duré, et il réclamait le retour d'un ordre constitutionnel, comme condition d'une renaissance de la République du Venezuela aux yeux du monde, après des années d'exil et de défaite face à la Monarchie espagnole. Expression de l'aspiration des indépendantistes hispano-américains à la reconnaissance dans le concert des nations, la proclamation de Cariaco maniait plusieurs concepts caractéristiques de la pensée républicaine, en proclamant la « restauration de la souveraineté populaire », et en dénonçant la « furie sauvage et destructrice du despotisme » et les « chaînes de la servitude coloniale ».

Depuis la chute de la Première République du Venezuela et de son généralissime Francisco de Miranda, l'un des principaux précurseurs de l'indépendantisme hispano-américain, la Constitution de 1811 demeurait suspendue, et le camp indépendantiste subsistait uniquement à travers des forces militaires éparses. Dans l'exil haïtien, on l'a dit, Simón Bolívar avait été élu Chef suprême de la République en février 1816 et cherchait à imposer un commandement unique. Alors que dans les premiers mois de 1817 les indépendantistes renforçaient leurs positions dans l'est du Venezuela, Madariaga estimait que l'état d'exception devait désormais cesser : « Général : chaque jour la nécessité de rétablir le gouvernement déchu avec sa division des pouvoirs devient plus urgente : sans ce simulacre, nous vivrons défigurés à tout jamais, méprisés du monde, et ce qui est pire, nous serons victimes de l'anarchie : vous savez bien vous-même : “QUE LA FORCE N'EST PAS GOUVERNEMENT” ». Madariaga en appelait ainsi au respect des principes de 1811, en particulier à la division des pouvoirs, et voyait le rétablissement de ces principes comme la condition d'obtention d'une reconnaissance internationale, en particulier de la part des États-Unis et du Royaume-Uni. La déclaration de Cariaco fut d'ailleurs immédiatement traduite en

anglais par ses rédacteurs. Santiago Mariño, le principal chef militaire présent à Cariaco, entretenait en effet depuis plusieurs années une correspondance nourrie avec les autorités britanniques dans les Antilles, pour les convaincre d'appuyer la cause indépendantiste. La volonté de rétablir une constitution confédérale comme celle de 1811 correspondait aussi au désir d'autonomie des élites orientales du Venezuela, issues des provinces de Barcelona et de Cumaná, auxquelles appartenait Mariño. Or, pour Simón Bolívar, la forme confédérale avait été précisément l'une des causes de la chute de la Première République du Venezuela. Dès lors, le congrès de Cariaco témoignait bien de l'existence de deux conceptions rivales de la République au sein du camp indépendantiste.

Cependant, pour prendre la mesure de la complexité de ce texte, on ne saurait le réduire aux ambitions de Santiago Mariño contre Bolívar, et à un projet confédéral qui serait radicalement opposé au « centralisme » bolivarien. En effet, comme l'a montré Carole Leal Curiel, l'idée de confédération, derrière une référence largement partagée à l'Indépendance des États-Unis, recouvrait elle-même une pluralité de projets. De plus, comme l'a noté Angel Rafael Almarza Villalobos, plusieurs participants au Congrès de Cariaco furent ensuite des membres du Congrès d'Angostura au cours duquel fut fondé la première République de Colombie sous les auspices de Simón Bolívar, à l'instar du naturaliste [Francisco Antonio Zea](#), élu vice-président du Congrès d'Angostura le 15 février 1819. D'autres aspects du texte de Cariaco, tels que la référence à la religion et au Dieu grand et miséricordieux, méritent également d'être commentés. Ces références religieuses dans un texte républicain hispano-américain n'ont rien d'inhabituel, surtout lorsqu'on sait que le premier article de la Constitution du Venezuela de 1811 proclamait la religion catholique, apostolique et romaine comme religion d'État. Néanmoins, la continuité de la proclamation de Cariaco avec le texte de 1811 n'était sur ce point que partielle. Les congressistes de 1817 se plaçaient sous le patronage du Très-Haut mais sans mentionner explicitement la religion catholique, sans doute parce que le texte s'adressait aussi à des nations protestantes comme la Grande-Bretagne et les États-Unis. Le républicanisme catholique de 1811 devenait ici un républicanisme chrétien moins exclusif.

Les congressistes de Cariaco décidèrent aussi l'établissement de la capitale provisoire du Venezuela dans l'île de Margarita, dans la ville d'Asunción, bientôt attaquée par le gros des forces royalistes en juillet 1817. Or, dès juin 1817, suivant l'avancée permise par le général Manuel Piar, Simón Bolívar avait mené à son terme la conquête de la province de Guayana et établi une formidable base de libération de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela. Grâce à la libération de la Guayana, bientôt suivie de l'exécution pour trahison de son rival Manuel Piar, et de défaites militaires de Santiago Mariño, Bolívar relégitimait ses pouvoirs suprêmes et l'influence du Congrès de Cariaco se trouvait réduite à néant. C'est finalement le Congrès d'Angostura de 1819 qui permettait la

refondation d'un ordre constitutionnel par les indépendantistes, sous une forme plus centralisée et, selon des vœux de Simón Bolívar, s'étendant aussi à la Nouvelle-Grenade. Les premiers échafaudages de la République de Colombie s'élevaient ainsi sur les bords de l'Orénoque à Angostura, tandis que la Constitution de 1811 était mise aux oubliettes. Ainsi, l'histoire du projet porté par les congressistes de Cariaco est celle d'un projet confédéral non advenu, d'un de ces futurs possibles qui ne se sont pas réalisés, et qui suscitent à nouveau l'intérêt des historiens à la faveur du renouveau des réflexions sur l'histoire contrefactuelle.

DOCUMENT

Ville de Saint-Philippe de Cariaco, le 8 mai 1817

Nous, représentants des États-Unis du Venezuela, Francisco Xavier Mayz, député de l'État de Cumaná, membre du Département Exécutif et Président de ce dernier (*in rotation*) pendant qu'il siégeait à Valencia (le 9 mai 1812), Francisco Xavier de Alcalá, Manuel Isaba, Diego Vallenilla, Francisco de Paula Navas, Francisco de Paula Navas, Diego Antonio Alcalá, Diego Bautista Urbaneja y Manuel Maneyro, après avoir délibéré et obéit à notre libre volonté.

Nous déclarons

Qu'à compter de ce jour nous réassumons le caractère national et représentatif dans lequel nous sommes rétablis par l'éminent Général Santiago Mariño, ce dernier agissant au nom du Chef Suprême de la République, le digne citoyen Simón Bolívar, et en son nom propre, comme Chef en second en charge des rênes du Gouvernement : nous faisons savoir à tout le peuple de la Confédération, en invoquant l'Être Suprême comme témoin de la pureté et de la dignité de nos intentions, qu'est à partir d'aujourd'hui rétabli le Gouvernement Fédéral de la République du Venezuela dans ses trois départements législatif, exécutif, judiciaire pour le juste accomplissement des affaires qui leur correspondent respectivement. Par conséquent, nous désignons pour l'administration du Pouvoir exécutif les citoyens Général Fernando Toro et Francisco Xavier Mayz, qui en d'autres occasions furent membres dudit département ; et de la même manière les citoyens Général Simón Bolívar, Francisco Antonio Zea, José Cortés Madariaga et Diego Vallenilla, étant établi que les citoyens Zea et Cortés exerceront le pouvoir uniquement *ad interim* jusqu'à ce que les dignes citoyens Toro et Bolívar, actuellement absents, se dirigent vers le lieu qui sera désigné comme devant accueillir la résidence du Gouvernement. Pour le Département judiciaire, nous nommons les citoyens Juan Martínez, José de España, Gaspar Marcano, et Ramón Cádiz.

Puisque, en conséquence des puissants et importants motifs qui ont déterminé les éminents concitoyens responsables des charges de Chefs *ad interim* de la République à se défaire de leurs attributions administratives et à les récupérer ensuite, à travers le Gouvernement rétabli en raison de son infatigable zèle pour sauver le pays qui retrouve ainsi son rang politique élevé, il est nécessaire que les fonctionnaires, et les autorités civiles et militaires des départements rendus à la liberté et tous ceux qui obtiendront par la suite ce bien si précieux, prêtent serment ; à commencer par ceux de cette localité : nous les convoquons demain à neuf heures du matin pour qu'ils prêtent devant ce corps le serment constitutionnel. Les ordres nécessaires seront communiquées à tous les fonctionnaires publics des autres localités afin qu'ils comparaissent dans

un délai de trente jours à Asunción, capitale de l'État de Margarita, dont la situation est la plus libre et facile d'accès dans les circonstances actuelles, et qui se trouve par conséquent choisie comme résidence du Gouvernement fédéral, même si nous nous réservons la faculté de transférer le siège du Gouvernement à un autre lieu du continent si les circonstances y semblent plus favorables et avantageuses. Si, pour quelque motif que ce soit, de sérieux soupçons pesaient sur l'absence – sans motif légal et justifié – des dits fonctionnaires à la convocation, ils perdraient leurs droits de citoyens et, par conséquent, leurs droits civils et militaires sur tous les territoires de la République.

Nous implorons finalement les faveurs du Très-Haut, auquel nous demandons humblement qu'il daigne nous couvrir de son manteau bienfaisant, pour déclarer solennellement devant Lui et le monde que le seul et unique objet de nos efforts est d'assurer la jouissance de la paix et de la véritable liberté pour les vertueux survivants de la famille vénézuélienne que son infinie bonté a sauvé de la furie sauvage et destructrice du despotisme. Nous affirmons devant Dieu grand et miséricordieux que nous sommes prêts à périr sous les ruines de la République plutôt que de nous laisser opprimer par les chaînes de la servitude coloniale qui nous ont opprimé pendant trois siècles et qui, après le brillant exemple de nos frères de Colombie, se sont effondrées à jamais.

Nous faisons savoir à l'Univers que nous, représentants du peuple vénézuélien qui approuvons cette déclaration, nous nous engageons fermement et de manière sacrée, au nom des liens qui nous unissent dans l'ordre politique comme dans l'ordre moral, à signer de notre sang notre délibération patriotique.

Nous ordonnons à qui de droit que cette déclaration et l'exposé succinct de ses motifs soient transmis au Général Simón Bolívar, et qu'il soit invité à prendre possession – aussi vite que ses devoirs militaires le lui permettent – d'un poste dans lequel il pourra prêter à la République des services de grande importance, dignes de son nom et de ses glorieux accomplissements. Une copie certifiée de cette déclaration sera remise à tous les chefs départementaux civils et militaires. Les délibérations du Congrès seront notifiées au Commandant-en-chef de l'armée et à l'Amiral de la flotte afin qu'ils agissent de concert avec celles-ci, en particulier concernant les serments des officiers et des personnels terrestres et maritimes de leurs juridictions. Nous demandons aussi que cette déclaration soit promulguée dans cette ville comme dans tous les *pueblos* de la Confédération, et que des célébrations publiques manifestent l'allégresse générale face à la restauration de la souveraineté populaire désormais fondée sur les bases d'une constitution régulière qui, modifiée par les progrès de l'époque, sera la forteresse invulnérable de notre indépendance et la gardienne sacrée de notre liberté.

La session est déclarée terminée. Ont signé :

Francisco Xavier Mayz, Président ; Manuel Isaba ; Diego de Vallenilla ; Francisco Xavier Alcalá ; Diego Antonio Alcalá ; Francisco de Pala Navas ; Manuel Maneyro ; Diego Bautista Urbaneja, Secrétaire Général chargé de rassembler les votes.

BIBLIOGRAPHIE

Ángel Rafael Almarza Villalobos, *Los inicios del gobierno representativo en la República de Colombia, 1818-1821*, Madrid, Marcial Pons, 2017.

Rafael Arraíz Lucca, *Venezuela : 1728-1830. Guipuzcoana e Independencia*, Caracas, Editorial Alfa, 2011.

Quentin Deluermoz, Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Paris, Seuil, 2016.

Fernando Falcón, « Federalismo-Venezuela », dans Javier Fernández Sebastián (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. La era de las revoluciones, 1750-1850 [Iberconceptos I]*, Madrid, Fundación Carolina, 2009, p. 536-547.

José Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela*, Caracas, Librería Piñango, 1967.

Véronique Hébrard, *Le Venezuela indépendant : une nation par le discours 1808-1830*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Véronique Hébrard et Gèneviève Verdo (dir.), *Las independencias hispanoamericanas, un objeto de historia*, Madrid, Casa de Velázquez, 2013.

Carole Leal Curiel, « Con la mirada en el Norte y la cabeza en el Sur: el camino para construir la Confederación de Venezuela (1811-1812) », *Coherencia*, 2016, n°25, p. 199-229.

John Lynch, *Simón Bolívar : A Life*, New Haven, Yale University Press, 2006.

Caracciolo Parra Pérez, *Mariño y la independencia de Venezuela*, Madrid, Ediciones Cultura hispánica, 1954.

Nicolas Perrazo, « Cortés de Madariaga, José, dans *Diccionario de Historia de Venezuela*, Fundación Empresas Polar [\[en ligne\]](#).

José Manuel Restrepo, *Historia de la revolución de la República de Colombia en la América Meridional*, 1858, Besançon, José Jacquín, t. 2.

Jaime E. Rodríguez Ordoñez, *The Independence of Spanish America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

José María Rojas, *El general Miranda*, Paris, Paul Dupont, 1881.

José Luis Salcedo-Bastardo, « Congreso de Cariaco » dans *Diccionario de Historia de Venezuela*, Fundación Empresas Polar [\[en ligne\]](#).

Clément Thibaud, *Républiques en armes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

Clément Thibaud, *Libérer le Nouveau Monde. La fondation des premières républiques hispaniques : Colombie et Venezuela, 1780-1820*, Bécherel, Les Perséides, 2017.